

Valls ? Il y a à boire et à manger dans son bilan... En tout cas il vaut mieux que l'islamo-collabo Montebourg...

écrit par Maxime | 19 janvier 2017



[Nolan](#) serait selon la presse un adepte de la quenelle de Dieudonné et un indépendantiste breton... donc pas sûr du tout qu'il lise *Résistance républicaine* !

Valls est d'ailleurs détesté par les tenants de la quenelle, entre autres à la suite des interdictions administratives du spectacle de Dieudonné.

La page consacrée à Valls à ce sujet sur wikipedia le rendrait d'ailleurs presque sympathique :

Extraits

En [2003](#), il cosigne une tribune avec [Jean-Luc Mélenchon](#) et [Vincent Peillon](#) dans laquelle les trois hommes récusent la participation de [Tariq Ramadan](#) au [Forum social européen](#) après que ce dernier a accusé les intellectuels juifs français d'obéir à des logiques communautaire ou nationaliste pro-israélienne. Ils estiment alors que l'intellectuel suisse « habill[e] d'un prétendu [progressisme](#) l'antisémitisme »[147](#).

Le 17 [juin 2011](#), il intervient sur la radio Judaïca de [Strasbourg](#) et se voit reprocher la position de la gauche dans ses rapports aux Juifs, à la lutte contre l'[antisémitisme](#), à l'islam et à Israël, ce à quoi il répond : « Je ne parle que pour

moi : la lutte contre l'antisémitisme, je dis ça pour des raisons politiques, historiques, ma famille est profondément liée à [Vladimir Jankélévitch](#) qui a écrit le plus beau livre qu'on puisse écrire sur l'imprescriptible et la [Shoah](#) ; par ma femme ([Anne Gravoin](#)), je suis lié de manière éternelle à la communauté juive et à [Israël](#), quand même¹⁴⁹... »

Début [avril 2012](#), alors que le ministre de l'Intérieur [Claude Guéant](#) interdit à certains prédicateurs islamistes étrangers de se rendre au rassemblement annuel de l'[UOIF](#) en raison de leurs propos « appelant à la haine », Manuel Valls est l'un des rares élus, avec le [Front national](#), à s'inquiéter de leur venue en France. Il affirme notamment que, pour [Youssef al-Qaradâwî](#), « connu pour ses fréquents propos antisémites, le [jihad](#) est un devoir pour tous les musulmans ». En [mai 2012](#), une fois devenu ministre de l'Intérieur, il indique qu'il refuserait la présence en France de « soi-disant théologiens, qui prônent, que ce soit avec des mots durs ou avec des mots doux, la haine du Juif », et estime qu'il « était temps » pour « les organisations qui les invitent » de « changer d'attitude » et de « respecter les lois de la République »¹⁶⁰.

Cannabis

Le [12 octobre 2009](#), Manuel Valls se déclare « en désaccord total » avec la proposition de [dépénalisation ou de légalisation encadrée du cannabis](#) faite par [Daniel Vaillant](#)¹⁹³.

Symboles nationaux

Le [23 janvier 2003](#), il vote en faveur de l'amendement instituant le [délit d'« outrage au drapeau tricolore et à l'hymne national »](#). Il s'en explique ainsi : « L'intention est bonne. L'objet difficilement contestable. Il s'agissait de faire passer un message fort, et aussi de montrer qu'au PS on ne laisse pas ce terrain-là à la droite... »¹⁹⁴.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Manuel_Valls#Antis.C3.A9mitisme_et_relations_.C3.A0_la_.C3.A9communaut.C3.A9_juive

Sans doute est-elle incomplète et son rôle dans les affaires publiques ces dernières années demeure compromettant, par exemple quant au refus persistant de renforcer la législation contre le terrorisme djihadiste.

<http://www.lepoint.fr/politique/jacob-a-valls-contre-le-terrorisme-on-n-a-pas-le-droit-de-dire-qu-on-a-tout->

essaye-20-07-2016-2055631_20.php

Qu'il soit demeuré si longtemps premier ministre de Hollande sans démissionner joue aussi contre lui.

Quant à l'appauvrissement des Français sous ce gouvernement, on peut prendre un exemple récent qui illustre l'idéologie du nivellement par le bas.

Jusqu'au 30 juin 2017, un décret décide que l'embauche par une entreprise de moins de 250 salariés d'un salarié en CDI ou en CDD d'au moins 6 mois et dont la rémunération n'excède pas 1,3 fois le Smic permet à cette entreprise d'obtenir une aide de 4 000 €.

Les entreprises sont donc incitées à niveler vers le bas le salaire de leurs agents de maîtrise et cadres, dans le but de percevoir l'aide en question.

Elles peuvent d'autant plus se le permettre que le vivier de travailleurs sans emploi est bien garni ; la concurrence est donc rude.

Pas étonnant que les bas salaires soient légion de nos jours.

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000031909980&categorieLien=cid>

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2016/12/28/ETSD1632721D/jo>